



Grâce à la France

La pénurie de gaz menace moins en Suisse romande



Toutes les régions du pays ne sont pas égales face au risque de pénurie de gaz. Le Conseil fédéral pourrait différencier les mesures. Avantage aux Romands. KEYSTONE/CHRISTIAN BEUTLER
Lise Bailat, Gabriel Sassoon

La société Gaznat approvisionne la Suisse occidentale. Bonne nouvelle: les Romands ont moins de souci à se faire que

les Alémaniques. Explications.

Face au risque de pénurie de gaz cet hiver, les régions linguistiques de la Suisse ne sont pas logées à la même enseigne. Les Romands apprécieront certainement: le scénario a moins de chance de se produire de ce côté de la Sarine.

Entre les lignes, c'est ce qu'il fallait comprendre dans les propos de Guy Parmelin, mercredi, en toute fin de conférence de presse. «La Suisse peut être touchée de manière différente selon les régions», a lancé le ministre de l'Économie.

«Nous ne nous attendons pas vraiment à ce que la Suisse ro-



mande rencontre des problèmes d'approvisionnement en gaz», décrypte pour nous un interlocuteur actif dans les organes fédéraux qui s'occupent des plans pénurie.

En Suisse alémanique et au Tessin, la situation est plus tendue, affirme René Bautz, directeur général de Gaznat, le groupe vaudois qui transporte le gaz naturel en Suisse occidentale. Cette vulnérabilité différente a plusieurs raisons. La principale tient aux sources de livraison. Si la Suisse alémanique est tournée vers l'Allemagne, les cantons romands ont l'avantage de dépendre surtout du voisin français. «Nos gros fournisseurs se trouvent en France, explique René Bautz. Leur dépendance au gaz russe est bien moindre qu'en Allemagne.»

Régions frontalières dépendantes

Pour sécuriser l'approvisionnement, Gaznat a décidé de se détourner largement de l'Allemagne au profit de l'Hexagone. Si bien que son exposition au gaz russe est désormais de 19%. Globalement en Suisse, cette moyenne est deux fois plus élevée. Une bonne nouvelle pour les clients romands du transporteur, soit à peu de chose près l'ensemble des cantons romands. Seule une partie des cantons de Neuchâtel et du Jura s'approvisionne du côté alémanique.

La Suisse romande a par ailleurs deux autres atouts de taille dans sa manche pour éviter une pénurie. Le premier: Gaznat a signé un contrat d'échange avec son partenaire français. Après avoir reçu une livraison de gaz à la frontière, elle le transporte à ses clients, mais doit aussi alimenter les régions frontalières françaises raccordées au réseau suisse, c'est-à-dire le Pays de Gex, la Franche-

Comté et la région de Pontarlier.

«Cela représente un volume non négligeable. Ça nous donne

«Si jamais la France décidait de réduire les livraisons, nous devrions à notre tour réduire l'alimentation des régions françaises.»

René Bautz, directeur général de Gaznat

une certaine force dans les discussions avec la France. Si jamais cette dernière décidait de réduire les livraisons, nous devrions à notre tour réduire l'alimentation des régions françaises», indique René Bautz. En résumé, la France n'a pas trop intérêt à couper le robinet.

Enfin, Gaznat a investi dans un gazoduc qui s'étend jusqu'à Bourg-en-Bresse, en France, d'où il tire du gaz stocké. «Nous sommes couverts par un contrat interétat qui nous garantit une équivalence de traitement de distribution publique avec l'est de la France.»

René Bautz est donc optimiste, mais ne s'avance pas trop non plus. «Je n'ai pas de boule de cristal. Si malgré les achats de gaz supplémentaire, malgré l'augmentation de nos capacités de stockages, le marché ne fonctionne plus en Europe, on aura un problème.»

Même son de cloche du côté de la Confédération. «Il n'est pas possible de faire des pronostics. Il est possible, que nous ayons une autre situation en Suisse romande qu'en Suisse orientale. Cela doit

maintenant être pris en compte dans les travaux», affirme Urs Wiedmer.

Contingentements régionaux

Le Département de l'économie planche en ce moment sur les différentes mesures à mettre en œuvre au cas où une pénurie se profile. Leurs contours restent flous, mais les étapes sont fixées. Dans un premier temps, de nouveaux appels à réduire la consommation de gaz naturel seraient lancés. La mesure de dernier recours consisterait en des contingentements, sauf pour les ménages et les services essentiels comme les hôpitaux.

Mais si les régions ne sont pas touchées de la même manière, seront-elles visées par les mêmes mesures? Dans les organes de crise, la réflexion est en cours. «Est-ce juste d'imposer des interdictions en Suisse orientale mais pas en Suisse romande? D'un autre côté, est-ce que cela a un sens de restreindre les activités à Genève alors que le canton dispose du gaz nécessaire?» s'interroge une source. En présentant les ordonnances précisant les mesures à prendre en cas de pénurie de gaz mercredi prochain, le gouvernement devrait répondre à la question.

René Bautz, qui participe à la task force fédérale, livre son analyse. «Les appels à réduire la consommation viseront vraisemblablement toute la Suisse. En revanche les contingentements se feront probablement par régions. Est-ce qu'on va vraiment pénaliser des entreprises romandes qui pourraient continuer à tourner simplement parce que d'autres régions n'ont pas suffisamment de gaz?»



Tous solidaires ou chacun pour soi?

● Les Romands sont moins vulnérables à la pénurie de gaz. Et cela pose une question délicate: les mesures que prépare le Conseil fédéral - économies, restrictions, contingentement - doivent-elles être les mêmes pour tous? Dit autrement: s'il y a du gaz en suffisance à Genève et Lausanne, est-ce qu'il fait sens d'obliger les Romands à mettre des pulls en laine? Et les entreprises à subir des restrictions, voire un contingentement?

Confrontés à cette question, les élus romands que nous avons appelés, de gauche à droite, appellent à la solidarité. «Cela doit être le maître-mot. Et la solidarité passera avant tout par des économies d'énergie à tout niveau. Pas que l'hiver prochain mais aussi les suivants», réagit la conseillère

nationale Delphine Klopfenstein Brogini (Verts/GE).

«La population a bien réagi face au Covid. Il ne faudrait pas faire une barrière de röstis avec l'énergie», réagit Pierre-André Page (UDC/FR). Même si le gaz économisé en Suisse romande ne servait pas aux autres régions du pays, faute d'infrastructure pour l'acheminer? L'agriculteur UDC sourit: «À ce moment-là, je vous réponds qu'avec les panneaux solaires que j'ai mis sur ma ferme, je pourrais être autonome au niveau de l'électricité! Si tout le monde fait un effort, on sera tous gagnants.»

Il faut parler à un conseiller national bernois, le PLR Christian Wasserfallen, pour entendre une réponse différenciée. S'il estime que la solidarité est une bonne chose, il pense

aussi qu'il est important de respecter les contrats établis et de livrer les quantités prévues lorsqu'elles sont disponibles. «Si des entreprises en Suisse romande n'ont pas de risque de pénurie de gaz, il faut qu'elles puissent produire comme avant. Ça ne ferait aucun sens de les restreindre. Ce sont les règles du jeu», affirme le Bernois. Son collègue de parti Jacques Bourgeois (PLR/FR) estime qu'il faut tout faire pour éviter de devoir se poser la question. «On doit tous être solidaires. Et si on prend en compte l'effet des mesures d'économie volontaires ainsi que les centrales bicombustibles qui seraient contraintes d'utiliser du mazout à la place du gaz, je pense qu'on peut éviter les restrictions et les contingentements.» **GSA**